



Non à l'austérité

Oui aux services publics, à la protection sociale et à l'emploi

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, UNSA, SOLIDAIRE ont décidé de faire du 13 décembre une nouvelle journée nationale de mobilisation interprofessionnelle unitaire.

Les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes, les familles doivent se mobiliser massivement dans les manifestations pour la défense de l'emploi, des salaires, de la protection sociale, des retraites, des services publics.

150 000 emplois, ce sera, fin 2012, le nombre total de postes publics (Hôpitaux, Éducation Nationale, Collectivités Territoriales...) supprimés par le gouvernement depuis 2007. (Source INSEE-Ministère du budget-Conseil des prélèvements obligatoires)

La CGT dénonce et condamne les plans d'austérité successifs qui mettent à mal les services publics et leurs conséquences négatives pour les agents publics :

- le non remplacement d'un départ sur deux à la retraite
- le gel du point d'indice depuis 2 ans
- la baisse globale des rémunérations
- la dégradation des conditions de travail
- la hausse des cotisations
- la taxe sur les complémentaires
- l'instauration d'un jour de carence

sont autant de décisions qui contribuent à une dégradation importante de la situation de tous les agents et de la qualité du service public rendu.

La clé de sortie de la crise est entre les mains des salariés, des retraités des chômeurs, des jeunes.

Nous devons reprendre le pouvoir de décider de la manière dont les richesses sont utilisées.

Les 10 exigences de la CGT :

- 1 Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.
- 2 Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- 3 Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- 4 Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- 5 Stopper les suppressions d'emplois.
- 6 Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- 7 Réformer la fiscalité en profondeur.
- 8 Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.
- 9 Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- 10 Mettre en place un fonds européen de solidarité social et de développement économique.

**Il faut partager les richesses. L'argent existe...
C'est un choix de société !**

La Fédération CGT des Services Publics appelle à faire du 13 décembre une journée de grève et de manifestations.

Elle a déposé un préavis de grève de 24 h. pour les agents territoriaux.

Les effets des mesures d'austérité

Le gouvernement utilise la dette pour sacrifier les droits sociaux ! Le deuxième plan de rigueur pour 2012, ce sont des sacrifices et des nouvelles attaques contre les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes, les familles. Nouveau plan de rigueur, nouvelles mesures d'austérité, encore plus d'injustice sociale.

Hausse de la TVA :

1,8 Milliard €

Cette mesure est des plus injustes car elle pénalise plus particulièrement les plus modestes pour qui la TVA représente 16,6% de leur consommation par rapport à leurs revenus, pour seulement 8% pour les ménages plus aisés, et presque rien pour les plus fortunés.

Retraite :

100 Millions €

62 ans imposés en 2017 et non plus en 2018.
67 ans pour une retraite à taux plein.
Un salarié né en 1952 partira à 60 ans et 9 mois et non plus à 60 ans et 8 mois (réforme 2010).
Celui né en 1953, 2 mois de plus, etc...

Jours de carence

L'injustice et l'insulte

Une mesure de plus pour faire payer aux assurés sociaux la facture de la crise.

Le gouvernement a décidé d'instaurer un jour de carence pour les fonctionnaires et agents publics en maladie, sur la volonté de corriger une supposée inégalité public-privé. Or, pour une large majorité des salariés du privé, les trois jours de carence sont actuellement couverts par les conventions collectives ou accords d'entreprise. De plus, cela revient à considérer chaque malade comme suspect de fraude, et donc à le sanctionner d'office.

Augmentation des impôts :

1,7 Milliard €

L'impôt sur le revenu : vous n'en payez pas ! Maintenant si !

Un véritable tour de passe-passe du gouvernement, qui consiste à ne pas absorber les 2,2% d'inflation de 2011 pour revaloriser les tranches d'imposition.

Il suffira que les revenus des ménages augmentent de 1% pour que les contribuables passent à la tranche supérieure, et que ceux qui n'étaient pas éligibles le deviennent.

Réduction des dépenses de Sécurité sociale

700 Millions €

Derrière la démagogie et la moquerie qui consiste à geler les salaires du Président de la République (qui se l'était augmenté de 170% en 2007) et des Ministres, les économies provisionnées par Fillon se feront surtout et avant tout sur les dépenses de santé, renforçant d'autant plus les inégalités en terme d'accès aux soins et l'addition payée par les malades et les assurés sociaux :

- déremboursement des médicaments.
- taxation des complémentaires.

Baisse des aides sociales

500 Millions €

Les prestations familiales et aides au logement augmenteront deux fois moins vite que l'inflation.

La fin de l'indexation sur l'inflation va entraîner une baisse réelle du pouvoir d'achat pour les foyers qui bénéficient de celle-ci.

Ce gel touchera :

- 4,7 millions de foyers pour les prestations sociales.
- 3 millions pour l'allocation de rentrée scolaire.
- 6 millions pour l'aide au logement.